

Au Journal officiel du 21 au 27 janvier 2017

Au Journal officiel du 21 au 27 janvier 2017

30/01/2017

Au Journal officiel du 21 au 27 janvier 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 21 janvier 2017 :

- LOI organique n° 2017-54 du 20 janvier 2017 relative aux **autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes**. – *Modification du Code général des collectivités territoriales et de plusieurs textes non codifiés ;*
- LOI n° 2017-55 du 20 janvier 2017 **portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes**. – *Modification du Code monétaire et financier, du Code de la santé publique, du Code du cinéma et de l'image animée, du Code de commerce, du Code du sport, du Code des transports, du Code des postes et des communications électroniques, du Code de l'environnement, du Code des relations entre le public et l'administration, du Code de la défense, du Code de la justice administrative, du Code de procédure pénale, du Code de la sécurité intérieure, du Code de l'énergie, du Code électoral, du Code de la recherche, du Code de la sécurité sociale, du Code de la propriété intellectuelle, du Code pénal, du Code de la consommation et de plusieurs textes non codifiés. – Voir également Cons. const., 19 janv. 2017, déc. n° 2017-746 DC.*

Au JO du 24 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-59 du 23 janvier 2017 modifiant le décret n° 2016-1377 du 12 octobre 2016 **portant création du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse**. – *Modification du décret n° 2016-1377 du 12 octobre 2016.*

Au JO du 25 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-60 du 23 janvier 2017 **instaurant une redevance pour service rendu au titre des missions de coordination et de facilitation horaires sur les aérodrômes**. – *Modification du Code de l'aviation civile ;*
- Arrêté du 4 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2015 relatif aux **critères d'évaluation de la résolvabilité**. – *Modification de l'arrêté du 11 septembre 2015 ;*
- Arrêté du 20 janvier 2017 relatif aux **caractéristiques techniques de l'application permettant l'utilisation des téléprocédures devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs**. – *Abrogation de l'arrêté du 12 mars 2013 ;*

-
- Arrêté du 24 janvier 2017 **fixant les modalités des opérations de tirages au sort prévues à l'article 53 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire.** – Abrogation de l'arrêté du 14 novembre 2016.

Au JO du 26 janvier 2017 :

- Arrêté du 20 janvier 2017 relatif aux **tarifs réglementés des notaires.** – *Modification du Code de commerce ;*
- Arrêté du 18 janvier 2017 relatif à **l'interdiction de la mise à disposition de boissons à volonté, gratuites ou pour un prix forfaitaire, avec ajout de sucres ou d'édulcorants de synthèse ;**
- Arrêté du 19 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 22 février 1990 fixant la **liste des substances classées comme stupéfiants.** – *Modification de l'arrêté du 22 février 1990. – Ce texte entre en vigueur le 24 avril 2017 (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 23 janvier 2017 **fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2017 ;**
- Rectificatif : Arrêté du 24 janvier 2017 **fixant les modalités des opérations de tirages au sort prévues à l'article 53 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire.**

Au JO du 27 janvier 2017 :

- Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 **relative à l'autorisation environnementale.** – *Modification du Code de l'environnement, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'énergie, du Code forestier, du Code minier, du Code du patrimoine, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de l'urbanisme, de la loi n°74-696 du 7 août 1974, loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010, loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, de l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 juillet 2016. – Abrogation de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014, de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2017 (cf. art. 15 et 16) ;*
- Décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 **relatif à l'autorisation environnementale.** – *Modification du Code de l'environnement, du Code de la défense, du Code de l'énergie, du Code du travail, du Code de l'urbanisme, du décret n°2015-1408 du 5 novembre 2015, du décret n° 2016-9 du 8 janvier 2016, du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007, du décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014. – Abrogation du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 et du décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2017 (cf. art. 16 et 17) ;*
- Décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017 **relatif à l'autorisation environnementale.** – *Modification du Code de l'environnement et du Code de la défense. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2017 (cf. art.6) ;*
- Décret n° 2017-77 du 25 janvier 2017 portant publication de la **convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique**, signée à Moscou le 28 octobre 2011 ;

- Décret n° 2017-79 du 25 janvier 2017 portant publication du **traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes et du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur le droit d'auteur**, adoptés à Genève le 20 décembre 1996, signés par la France le 9 octobre 1997 ;
- Arrêté du 16 janvier 2017 **fixant le modèle de compte rendu de mission prévu aux articles 1649 quater E et 1649 quater H du Code général des impôts et les modalités de sa transmission aux services fiscaux.** – *Abrogation de l'arrêté du 25 novembre 2010 ;*
- Arrêté du 19 janvier 2017 relatif aux **règles de compétence et de délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal.** – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 5 janvier 2017 relatif à la **déclaration préalable afférente à la taxe pour le développement de l'industrie de la transformation des corps gras végétaux et animaux.** – *Abrogation de l'arrêté du 5 janvier 2016 ;*
- Arrêté du 5 janvier 2017 relatif au **tarif de la taxe pour le développement de l'industrie de la transformation des corps gras végétaux et animaux.**

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA